



**FEDERATION DES ASSOCIATIONS TURQUES
DE SUISSE ROMANDE**

**BATI İSVİÇRE TÜRK DERNEKLERİ
FEDERASYONU**

ELECTION COMPLEMENTAIRE AU CONSEIL D'ETAT GENEVOIS

—

7 MARS 2021 (1^{er} tour)

—

QUESTIONNAIRE

Monsieur Nidegger,

Les Suisses romands d'origine turque, qui participent à la vie sociale de ce pays par l'intermédiaire de nombreuses associations, ont fondé en 2007 leur organisation faîtière, appelée Fédération des Associations Turques de Suisse Romande (FATSR), une ONG ayant son siège à Renens (VD).

Avec la communauté turque de Suisse, constituée de près de 130 000 personnes, dont près de la moitié ont également la nationalité helvétique, nous constituons un élément à part entière de la société suisse et contribuons à la prospérité, à la vie culturelle et au vivre-ensemble harmonieux de notre seconde patrie.

A l'heure de voter, notre électorat fort de plus de 9 000 votants, c'est à dire la communauté des Genevois d'origine turque ainsi que les Turcs non naturalisés qui peuvent également – sous certaines conditions – voter, souhaite être éclairé davantage pour son choix électoral et sollicite dans ce but notre Fédération. En effet, par-delà les sensibilités politiques qui peuvent exister entre ses membres, notre communauté est traversée par des préoccupations convergentes, dont certaines n'ont pas été forcément abordées ou suffisamment diffusées lors de la campagne électorale.

Dès lors, nous souhaiterions connaître votre point de vue général (et/ou celui de votre parti) sur les questions ci-dessous. Depuis des années, nous interagissons avec un bon nombre de membres du (nom du parti) qui ont manifesté un intérêt pour notre communauté.

Il se peut que le profil de certains candidats reste encore malheureusement peu connu ; comme l'on vote aussi pour des personnalités, votre opinion nous intéresse fortement ; en effet, les membres et amis de notre Fédération sont fermement décidés à soutenir les candidats qui ont un profil correspondant à leurs sensibilités.



Par conséquent, pour pouvoir donner à chacun la possibilité de pouvoir s'exprimer sur les sujets qui nous préoccupent tout particulièrement, vous serait-il possible d'envoyer vos réponses, même succinctes, à notre questionnaire en annexe à notre adresse info@fatsr.org ?

Comme lors de chaque élection depuis 2009, nos membres seront informés de vos réponses sur notre site internet, lors de réunions ainsi que par voie de Newsletters de recommandation de vote.

Dans cette attente, en vous remerciant et vous souhaitant plein succès, nous vous prions d'agréer, Monsieur Nidegger, nos salutations distinguées.

Celâl Bayar
Président



Fédération des Associations Turques de Suisse Romande
9, rue de Crissier
CP 204
CH-1020 Renens / Suisse

E-M: info@fatsr.org
www.fatsr.org



Questions aux candidat-e-s à l'élection complémentaire
d'un membre du Conseil d'Etat genevois
7 mars 2021 (1^{er} tour)



Yves Nidegger — liste N° 6, UDC

1. Quelle est pour vous la priorité politique du moment ?

Réponse :

Ouvrir tous les magasins, tout de suite, reconstruire Genève en ruines.

Il est temps de reconnaître que la dictature sanitaire fait partie du problème de la pandémie et non de sa solution. Ce virus est là pour des milliers d'années, nous ne pouvons pas arrêter de vivre en attendant. Le problème sanitaire est sérieux, nous ne savons pas encore bien soigner les complications graves des infections de ce nouveau virus. Mais la réponse doit être médicale et passer par un renforcement des capacités hospitalières.

En aucun cas par une mise des citoyens sous tutelle et une paralysie de toute la société. Les fermetures imposées à Genève en novembre sont restées sans bénéfice sanitaire par rapport à Vaud qui est resté ouvert. Moyennant le respect de précautions sanitaires raisonnables et compréhensibles que les citoyens respecteront dès lors volontiers, les commerces peuvent ouvrir dès demain. Certes, les interdictions viennent en ce moment de Berne, mais ça ne durera pas. Et de toute façon, la répression est de compétence cantonale : il suffit que le Canton s'abstienne d'envoyer la cavalerie contre les commerçants et la vie reviendra. D'autant que cela fait des années que le Conseil d'Etat actuel ferme les yeux sur le deal de rue, il est donc parfaitement capable de souplesse et il n'y a pas de raison que seuls les honnêtes gens n'en bénéficient pas. Nos gendarmes lui en seront reconnaissants.



2. Qu'auriez-vous fait si vous aviez été en charge de la Santé publique ?

Réponse :

Je m'en serais tenu au principe d'Hippocrate : d'abord ne pas nuire. L'Etat est dans son rôle lorsqu'il fournit des recommandations et assure l'approvisionnement mais pas lorsqu'il terrorise la société et détruit l'économie. En retirant le pain de la bouche des genevois, le Conseil d'Etat a détruit ce lien précieux de confiance qui existait en Suisse entre les citoyens et leurs autorités. Je siégeais au Grand Conseil lors de la grippe aviaire de 2009-2010.

J'ai en mémoire ce plan détaillé mis en place à grands frais à l'époque par les HUG et le Conseil d'Etat pour le cas où H1N1 deviendrait pandémique. Tout y était : fonctionnement de l'hôpital malgré l'afflux de cas, personnel malade ou bloqué à la frontière. Apparemment, on a laissé ce plan dans un tiroir pour suivre un mouvement de panique générale et obéir machinalement à des directives venues d'on ne sait où. J'aurais écouté attentivement les spécialistes de santé publique mais ne les aurais pas suivis aveuglément. L'économie est en ruine et le virus court toujours.

3. L'on dit que Genève est en ruines, la faute à la pandémie ?

Réponse :

Pas seulement. La mauvaise gestion de la pandémie est le révélateur ou le catalyseur de nombreuses dérives politiques, économiques et sociales qui rongent Genève depuis assez longtemps. Il est vrai que l'autoritarisme de Poggia ruine les entreprises avec une exubérance exaltée par la pandémie, de même que Dal Busco paralyse le canton et Fontanet creuse la dette comme jamais auparavant, pendant qu'Hodgers bétonne les derniers espaces de nature et que Maudet reste payé à ne rien faire. Mais ces dérives ne sont pas neuves, elles sont inscrites dans la conduite des affaires genevoises par l'équipe issue des élections de juin 2018 depuis le début.

Aujourd'hui, la ruine de Genève nous met le dos au mur en nous obligeant à renoncer aux « Genfereien » à répétition et à renouer avec les valeurs suisses de modestie et de rigueur budgétaire dont notre canton s'est trop éloigné.

Le plan de reconstruction dont Genève a besoin correspond exactement au programme que je préconise depuis mon entrée en politique en tant que député au Grand Conseil en 2005, puis comme Conseiller national à partir de 2007, et dont je n'ai jamais dévié : un emploi pour chacun grâce à la préférence cantonale, un logement suffisant grâce à une immigration maîtrisée, une mobilité libérée en se débarrassant des obstacles érigés pour paralyser la circulation, moins d'impôts en redimensionnant un Etat démesuré qui se mêle de tout, une protection sociale durable plutôt que l'arrosage tous azimuts, une formation de qualité en recentrant l'école sur ses fondamentaux. Et bien sûr, 7 Conseillers d'Etat au travail à 100%.



4. Peut-on évoquer une crise institutionnelle autour de « l'affaire Maudet » ?

Réponse :

En fait, le 7 mars est l'occasion de sortir Genève d'une double crise institutionnelle. Un volet de cette crise est genevo-genevois, c'est l'affaire Maudet, avec ses mensonges publics à répétition qui ont ruiné la crédibilité du Président du collège gouvernemental et avec lui celle de tous ses collègues qui ont passablement déraillé pour assouvir leur besoin obsessionnel de créer de la distance avec celui qui avait été leur mentor à tous.

Le second volet de cette crise est international, c'est la dictature sanitaire qui s'est installée au pouvoir depuis un an et qui laissera derrière elle une économie ruinée, des montagnes de dettes et de très mauvaises habitudes interventionnistes dans tous les services de l'Etat.

Le premier volet de la crise ne pourrait être résolu à l'évidence par le retour du même Maudet ; le second non plus d'ailleurs, ni par son remplacement par un représentant d'un des partis responsables de la gabegie actuelle. Seul un regard neuf, pourra fixer un nouveau cap, seules des recettes nouvelles sont susceptibles de panser les plaies causées par les errances de l'ancienne équipe.

Merci d'avoir pris le temps de répondre à nos questions (à renvoyer à info@fatsr.org)